Urgence climatique

Partage international nº 283 – Mars 2012

par Ignacio Ramonet

Paris, France

Du fait de la crise financière et des horreurs économiques qui assaillent les sociétés européennes, les gens oublient que le changement climatique et la destruction de la biodiversité restent les plus grandes menaces qui pèsent sur l'humanité.

Si nous ne changeons pas radicalement les modèles de production imposés par la mondialisation économique, nous atteindrons bientôt le point de non-retour au-delà duquel la vie humaine sur la planète deviendra graduellement invivable.

En l'espace de cinquante ans, le nombre d'habitants sur Terre a été multiplié par 3,5, la majorité vivant dans les villes. Dans le même temps, les ressources de la planète n'augmentant pas : que se passera-t-il lorsque la pénurie de certaines ressources naturelles s'aggravera ?

Au cours de la dernière décennie, cent cinquante millions de personnes sont passées au-dessus du seuil de pauvreté. Certes, il faut s'en réjouir. Mais cela entraîne de graves responsabilités pour nous tous ; car, vu le modèle consumériste dominant, la sortie de grands nombres d'individus de la pauvreté est incompatible avec la survie de l'humanité.

Notre planète ne dispose pas de ressources énergétiques suffisantes pour que la totalité de la population mondiale les utilise sans frein. Pour que les sept milliards d'habitants consomment l'énergie au même rythme que l'Européen moyen, il faudrait les ressources de deux planètes Terre, et les ressources de trois planètes si on voulait que soit étendu au monde entier le rythme de la consommation américaine.

Depuis le début du XX^{e} siècle, la population mondiale a quadruplé et la consommation mondiale de carbone a été multipliée par six. Depuis 1950, la consommation mondiale de métaux a été multipliée par sept, et celle des plastiques par dix-huit. En matière de ressources, nous utilisons 30 % de plus que ce que la planète peut remplacer. Nous devons adopter un mode de vie plus frugal et le gaspillage.

Cette conclusion ne saurait évidemment s'appliquer au milliard d'individus qui vivent dans un état de famine chronique, pas plus qu'aux trois milliards de pauvres de la planète. Une explosion de la misère est une menace majeure. A titre d'exemple, au cours des dix minutes que nécessite la lecture de cet article, dix femmes mourront en couches, deux cent dix enfants de moins de cinq ans mourront de maladies facilement guérissables, dont onze pour avoir bu de l'eau souillée. Ces gens ne meurent pas de maladie ; ils meurent parce qu'ils sont pauvres. Or, pendant ce temps, l'aide des pays riches aux pays en voie de développement a chuté d'un quart en quinze ans alors même que, chaque année, les dépenses consacrées à l'armement atteignent cinq cents milliards d'euros.

Si, dans les décennies à venir, la production de nourriture augmentait de 70 % afin de satisfaire les besoins de la population, l'impact écologique sur la planète serait dévastateur. Il ne serait même pas soutenable, du fait de la dégradation des sols, de l'extension de la désertification, de l'aggravation de la pénurie d'eau potable et de l'amplification de la destruction de la biodiversité qui en résulteraient, sans parler des émissions de gaz à effet de serre qui l'accompagneraient.

Aujourd'hui, seulement 13 % de l'énergie consommée est renouvelable (hydraulique, éolienne, solaire, etc.). Le reste est fourni par le nucléaire ou les combustibles fossiles, nuisibles pour l'environnement. Il est extrêmement préoccupant de voir les pays émergents adopter les modes de développement les plus destructeurs utilisés par le monde industriel, ce qui conduit à une grave érosion de la biodiversité.

Nous assistons à une extinction massive des espèces animales et végétales. Chaque année, près de cent mille espèces vivantes disparaissent. Un cinquième de la totalité des espèces pourraient avoir disparu en 2050. Et la disparition de chaque espèce a un effet domino sur la chaîne de la vie à laquelle elle appartient, ce qui modifie le cours de l'histoire naturelle.

L'être humain et son modèle de production prédateur sont les premiers responsables de la destruction de

la biodiversité. Au cours des trois décennies écoulées, les excès de la mondialisation néolibérale ont accéléré ce processus et conduit à l'émergence d'un monde dominé par la terreur économique dans lequel les marchés financiers et les grandes entreprises privées ont réinstauré la loi de la jungle : la survie du plus fort.

La mondialisation favorise le pillage de la planète. Nombre de compagnies géantes ont recours à des méthodes d'extraction des ressources naturelles massivement destructrices leur permettant de réaliser des profits colossaux tout en polluant en toute impunité.

Comment mettre un terme à cette mise à sac ? Des solutions existent, pour cela il faudrait :

– Remplacer le modèle de production actuel par une « économie solidaire » qui créerait de la cohésion sociale en distribuant les bénéfices à tous les citoyens. Cela produirait de la richesse sans détruire la planète, sans exploiter les travailleurs, sans discriminer les femmes et sans tourner le dos aux lois sociales.

– Restreindre la mondialisation en réinstaurant la régulation des pratiques dommageables et perverses de l'économie de marché. Il faudrait tendre vers le rétablissement d'une forme de protectionnisme écologique et social sélectif visant à enclencher un mouvement vers la démondialisation.

– Freiner la fièvre de la spéculation financière qui impose des sacrifices inacceptables à des sociétés entières, comme en Europe où les marchés ont pris les commandes. Une taxe sur les transactions financières est plus que jamais nécessaire.

Si nous voulons éviter le changement climatique et défendre l'humanité, il est urgent de renoncer à la logique de la croissance permanente qui est invivable, et d'adopter une voie conduisant à une réduction raisonnable de la croissance.

Ces quatre mesures pourraient ramener un semblant d'espoir à l'horizon à mesure que les sociétés commenceraient à retrouver foi dans le progrès. Une question se pose toutefois : qui aurait la volonté politique de les imposer ?

Auteur : Ignacio Ramonet,
Sources : IPS
Thématiques : environnement
Rubrique : Point de vue